



Fédération ESPPER

Ensemble pour Soutenir les Projets et Programmes en faveur des Enfants des Rues

Compte-rendu de la table-ronde du 15 novembre 2014

L'apprentissage d'un métier : clé de l'autonomie des enfants des rues

Participants : Julie F* (CDR) – Florent F* (CDR) – Myriam S* (CDR) – Françoise P* (Constellation) – Dominique B* (CSEL) – Sophie G* (CSEL) – Odile P* (CSEL) – Pierre P* (CSEL) – Nelly P* (CSEL) – Anne-Caroline D*-K* (EDS) – Rémy G* (EDS) – Pierre G* (ESPPER) – Jacqueline P*-W* (CSEL et ESPPER) – Ariane R*-H* (ESPPER) – Bastien R* (ESPPER) – Guy-Clément B* (FAA) – Batoma C* (Karibu) – Lucie D* (Virlianie).

CDR : Citoyens Des Rues (Fes, Conakry, Cotonou, Niamey, Lima) - Constellation (20 villes dans le monde) - CSEL : Comité de Soutien aux Enfants de Lomé - EDS : Enfants Du Soleil (Antananarivo, Antsirabe, Fianarantsoa, Toamasina) - FAA : Fondation des Apprentis d'Auteuil, service international (nombreuses villes d'Afrique, Asie et Amérique latine) - Karibu (Kinshasa) - Virlianie (Manille).

Accueil des participants

Ariane R-H**(co-présidente d'ESPPER) : Bonjour à tous ! Soyez les bienvenus autour de cette table !

Je vous remercie tous d'être présents aujourd'hui pour cette 5^{ème} table-ronde organisée par ESPPER. C'est la 5^{ème} et en même temps une première pour moi. Je suis très émue d'être à cette place, vous savez tous pourquoi, et je souhaiterais remercier tout particulièrement mon père, Joël R*, président d'ESPPER jusqu'à sa mort en 2013, qui a eu l'initiative de ces tables-rondes si importantes pour nous tous, pour partager et avancer ensemble au service des enfants de la rue. Papa nous a transmis, à mes frères et sœur et moi-même, son amour des autres et sa préoccupation du plus petit et du plus fragile. Il est avec nous aujourd'hui, près de moi, et je vais essayer de prendre sa suite dignement.

Je voudrais remercier également, très amicalement, Thierry T*, mon acolyte, qui m'aide à prendre cette suite et dont le travail et le soutien sont pour nous, et tout particulièrement pour moi, un atout majeur. Il est avec nous par la pensée aujourd'hui et nous lui souhaitons beaucoup de force pour vivre les prochaines semaines.

Enfin, je souhaite remercier chaleureusement, Jacqueline P*-W*, Nelly P* et Pierre G* pour leur travail, leur énergie et leur temps investis dans cette préparation et leur efficacité pour aujourd'hui nous présenter et animer cette table-ronde sur « la formation professionnelle des jeunes de la rue ». Ils étaient accompagnés et soutenus activement par Anne-Caroline D*-K*, Rémy G* et Claude C* des EDS et par Guy-Clément B* de la Fondation des Apprentis d'Auteuil. Je sais que leur aide a été extrêmement précieuse. Qu'ils en soient remerciés très sincèrement.

Après « la santé des enfants de la rue » en 2009 avec la création d'un carnet de santé, « l'identité des enfants de la rue » en 2010 et la carte d'affiliation, « l'expression artistique pour reconstruire les enfants de la rue » en 2011 et « comment aider les enfants de la rue à se sortir de la prostitution » en 2012, nous abordons cette année, un thème essentiel et préoccupant pour tous, dans presque toutes les associations fédérées à ESPPER, « l'apprentissage d'un métier : clé de l'autonomie des enfants de la rue ».



En effet, que vont devenir tous ces enfants, devenus des jeunes gens et des jeunes filles sortis de la rue, alors que leur âge les amène doucement vers un monde adulte où il va leur falloir se prendre en main, construire un avenir, personnel et professionnel ? Comment les aider à acquérir une formation qui leur permettra de vivre dignement, d'être indépendant voire de soutenir leur famille ? Comment les aider à bien choisir selon leurs talents et leurs compétences et sous quelle forme ? Mais aussi comment nous aider mutuellement à réaliser ce challenge, chacun dans un pays différent, avec ses mentalités, ses croyances et sa situation économique et politique ? Et bien sûr, comment arriver à réaliser et financer tous ces projets et ces formations ? Comment assurer un suivi ? Autant de questions auxquelles nous allons essayer de répondre en écoutant les expériences de chacun, et en partageant nos idées, à partir du dépouillement des questionnaires que vous nous avez adressés et qui vont nous guider dans notre réflexion.

Je vous souhaite de beaux et fructueux échanges.

Les résultats quantitatifs de l'enquête « apprentissage » concernant les associations de la fédération ESPPER

*Nelly P** : Ces résultats ont été adressés, début novembre, à toutes les associations de la fédération et à ses partenaires. Ils sont présentés aujourd'hui à l'assistance, sur grand écran, et ouvrent les débats de la table-ronde.

L'enquête portait sur les associations, les modes de formation et d'apprentissage utilisés (dans l'association elle-même, dans un centre extérieur ou chez un artisan-patron). Il était aussi demandé de préciser le nombre d'apprentis déjà formés et en cours de formation, d'évaluer les coûts engendrés par la formation d'un apprenti à un métier donné (kit initial nécessaire, coût de la formation par an, coût du logement et de la subsistance, frais d'installation).

Selon les régions, le mode d'apprentissage et les métiers concernés, on observe une assez grande variation des coûts qui sont en moyenne plus élevés dans un centre de formation que chez un artisan. De plus, pour un même métier, la durée de l'apprentissage varie aussi selon le degré de compétence visé.

Cette enquête permet d'avoir une idée assez précise des formations les plus courantes actuellement, rassemblées ici en deux groupes : les 3 C (couture, cuisine, coiffure) et les 3 M (menuiserie, mécanique, maçonnerie). Dans leurs commentaires, chaque association signalait aussi les quelques métiers qui lui semblaient les plus porteurs dans sa région.

On note que le coût de l'installation en tant qu'artisan indépendant est souvent très élevé, car il nécessite du matériel, un local. Ce problème ne se pose pas pour les employés, mais ils doivent alors trouver un emploi.

Les associations qui ont répondu à cette enquête ont donc effectué un travail complexe pour analyser et quantifier chaque poste par apprenti et par année et leurs réflexions, sur la formation initiale nécessaire et sur leur pratique de l'apprentissage, sont très riches. Elles font l'objet des débats d'aujourd'hui.

Trois approches de l'apprentissage pour approfondir les expériences des associations

Jacqueline P-W** : Les commentaires qui accompagnent les données chiffrées du questionnaire renvoient à des difficultés voisines, signalent des essais, des réussites, des échecs aussi. Trois approches permettent de reprendre l'ensemble de ces expériences : comment gérer la formation par l'apprentissage ? ; comment choisir les métiers qui tiennent compte des jeunes et du tissu économique régional plus ou moins porteur ? ; enfin, comment travailler à l'amélioration d'un niveau de formation de base souvent déficient ?



Les 18 personnes présentes se sont divisées en 3 groupes. Chaque groupe a approfondi l'un des thèmes développés ci-dessous, avant de résumer la teneur de leur débat devant l'ensemble des participants.

Première approche : La mise en réseau des associations, des centres de formations, des artisans et des chefs d'entreprise

Ariane R-H** : L'étape de l'apprentissage est franchie de façon différente, selon l'âge auquel l'enfant de la rue est accueilli par l'association. Pour les plus jeunes, la scolarisation classique précède l'apprentissage (ou les études secondaires ou supérieures pour certains). Les enfants accueillis plus âgés ont acquis un savoir-faire dans la rue, certains y exerçaient même un métier, à valoriser. Pour les uns et les autres, se reconstruire par l'art, le jeu, le bricolage, l'accès à l'informatique et retrouver l'estime de soi sont nécessaires pour participer ensuite à des choix d'avenir.

Lors de stages de courte durée chez un patron, les associations peuvent donner aux jeunes l'occasion de montrer leurs talents, de se découvrir une passion pour un métier classique, tels ceux des 3 C ou des 3 M dont on a parlé précédemment, ou pour des métiers émergents, des métiers d'avenir dans la mécanique, le bâtiment ou l'informatique par exemple, qui exigent alors un niveau de scolarité secondaire. Convaincre des chefs d'entreprise de réaliser un investissement, gagnant pour tous, dans la formation de jeunes qu'ils pourront suivre et éventuellement embaucher, fait partie du travail des associations.

*Guy-Clément B** : Selon les pays, les choix d'avenir varient. Ainsi, en RD Congo, une bonne formation adaptée au marché de l'emploi salarié, c'est-à-dire aux entreprises locales et internationales, notamment dans le secteur du bâtiment et autres secteurs exsangues (service), présentes dans ce pays, peut être bénéfique. Car ce pays regorge de richesses naturelles, même si le peuple congolais est pauvre, dans sa majorité : les gens y vont non pas pour faire du tourisme, mais du business. Il y a donc, pour nos jeunes, un marché de l'emploi à occuper. En revanche, au Togo, en fonction d'un contexte économique moins favorable, il vaudra peut-être mieux former les jeunes à la création de leur propre entreprise.

*Julie F** : Au Maroc, une association se consacre à une seule tâche essentielle : motiver les jeunes, en visitant avec eux des entreprises et en y organisant des stages de courte durée. Il s'agit de donner aux futurs apprentis l'envie de s'impliquer dans un effort de longue durée pour accéder au métier qui leur plaît.

Anne-Caroline D-K** : Dans notre association, à Madagascar, des formateurs emmènent aussi nos jeunes dans les entreprises pour les aider à choisir le métier pour lequel ils seront capables de se lancer dans un apprentissage.

*Guy-Clément B** : Avec certains de nos partenaires de RDC et du Maroc, l'accompagnement des jeunes vers un emploi est fait par un monsieur Emploi, qui connaît les techniques de recherche d'emploi dans le tissu économique spécifique de ce pays. Ce n'est pas un éducateur, mais il a une formation de psychologue et sait accompagner les jeunes qui ont toujours besoin de reconquérir l'estime d'eux-mêmes. Cet accompagnement est crucial à cette étape de leur vie. Il faut, en effet, faire comprendre au jeune de la rue qu'il est un citoyen à part entière, ayant autant le droit d'accéder à un emploi qu'un enfant de milieu favorisé.

Une intervenante : Vous parlez de visites d'entreprises avec les jeunes, mais il faut aussi penser à la formule des Journées Portes Ouvertes dans les associations. Pour ces événements, on apprend aux jeunes à se présenter, à demander des conseils, à exposer à un éventuel futur employeur leur vision des métiers qu'ils aimeraient apprendre.

*Guy-Clément B** : Un gros travail de sensibilisation des employeurs reste à faire, car les enfants de la rue restent encore trop stigmatisés. Des rencontres entre les uns et les autres, lors d'événements tels que les Journées Portes Ouvertes ou lors de Salons, sont efficaces. Ainsi, par exemple, lors de



ces événements, après avoir consommé des repas préparés par des jeunes de l'association, admiré des travaux de menuiserie d'autres apprentis, dansé ensemble, on remarque qu'il y a toujours un ou deux chefs d'entreprise touchés par cette rencontre. Alors les préjugés tombent. Et très vite, tous ces patrons prennent conscience du lien quasi familial qui les unit à ces jeunes !

Jacqueline P-W** : Carine P*, qui dirige la section internationale de la FAA (Fondation des Apprentis d'Auteuil), nous a communiqué la liste des zones prises en charge par des chefs de projet. Nous conseillons aux associations intéressées de prendre connaissance des projets de partenariat pour la formation d'apprentis de la zone où elles résident en se mettant en relation avec la Fondation : www.apprentis-auteuil.org

- Asie du Sud Est (Philippines, Cambodge)
- Bassin Méditerranéen (Maroc, Liban, Palestine)
- Afrique de l'Ouest (Burkina-Faso, Sénégal, Mali)
- Afrique Centrale (Cameroun, RDC, Congo, Centrafrique)
- Amérique latine et Caraïbes (Pérou, Haïti)
- Océan Indien (Madagascar)

Un intervenant : Nos associations pourraient-elles participer à des formations d'animateurs de foyers d'enfants de la rue, animées par des partenaires de la FAA, dans une zone donnée ? Cette possibilité serait moins onéreuse et plus adaptée qu'une formation assurée en France.

*Guy-Clément B** : Bien sûr, l'entraide est toujours possible. Et la FAA peut aussi avoir besoin de l'expérience des associations de la fédération ESPPER. Nous en connaissons d'ailleurs plusieurs déjà, la CFSN et les EDS, par exemple.

Jacqueline P-W** : ESPPER tient la FAA au courant des activités de la fédération, comme elle le fait avec ses autres partenaires. Pour cette table-ronde, la FAA nous a accordé une aide indispensable, lors de plusieurs entrevues et aujourd'hui même, avec Guy-Clément B* qui nous fait part de son expérience.

Deuxième approche : Echange sur les expériences de formations : ce qui marche, ce qui est à éviter

Il va de soi que les enfants doivent être partie prenante du projet d'apprentissage qui les concerne. Un suivi rapproché est indispensable. La mise en route d'une sorte de contrat entre le jeune et l'association peut renforcer encore ce soutien. Il est bénéfique aussi pour tous, que l'apprenti, devenu autonome par son travail, conserve des liens avec l'association. Il deviendra ainsi une référence pour les plus jeunes et un partenaire pour l'association, toujours à la recherche d'ouverture sur le monde des entreprises. Il rendra ce qu'il a reçu !

Julie F et Ariane R*-H** : L'idée, présentée ici, de donner aux jeunes devenus autonomes, le souci des futurs apprentis de l'association qui les a élevés, est déjà réalisée, notamment au Maroc, où des anciens des associations sont devenus les formateurs des actuels apprentis.

*Nelly P** : Notre groupe a mis aussi l'accent sur l'apprentissage de l'informatique, non pas pour former des créateurs de logiciels, mais des personnes sachant utiliser cette technique dans leur travail et capables d'entretenir leurs ordinateurs, etc. Serait-il possible de mettre en commun, au niveau de la fédération ESPPER, l'ensemble de nos moyens techniques et de nos savoir-faire pour créer une formation minimum en informatique ?

*Pierre P** : La suggestion est excellente. Nos associations, souvent petites, dispersées dans le monde, ne sont pas en mesure de détecter aisément les métiers émergents, les métiers d'avenir et de repérer les formations efficaces. C'est au niveau d'une fédération, celle d'ESPPER par exemple, que les efforts de tous peuvent converger avec succès. C'est un gros travail, bien sûr.

*Florent F** : Maintenir en état le matériel est une réelle difficulté. Se former à son entretien et à son utilisation sont indispensables pour la recherche d'informations, pour la communication (lire et écrire sont des activités valorisées par cet outil) et pour tous les métiers. C'est en se regroupant



qu'on trouvera les meilleures solutions.

*Guy-Clément B** : La téléphonie s'est démocratisée, elle fait aussi partie des métiers d'avenir à ne pas négliger. Ainsi, là où l'électricité manque, de petites entreprises se sont créées pour recharger les batteries. Il ne faut pas oublier non plus, les métiers informels qui existent et pourraient être structurés. C'est déjà le cas dans certaines villes, à Brazzaville par exemple, les chargeurs d'autobus (des jeunes de la rue) s'organisent en syndicats qui leur offrent une assurance santé minimum et une certaine sécurité de leurs biens (les gains de la journée de chacun sont conservés dans une sorte de banque). Dans ce type de ville, le coût de la vie est élevé, certes, mais le tissu économique est porteur : s'y sont installées de grandes entreprises sur lesquelles les associations doivent et peuvent compter pour obtenir des subventions importantes et des ouvertures à des formations à des métiers formels, dont certains sont des métiers d'avenir.

Plusieurs intervenants : Une discussion s'engage au sujet de la reconnaissance de métiers que certains qualifient de petits boulots, mais que des jeunes de la rue veulent faire reconnaître comme de vrais métiers : chanteur dans les restaurants, cireur de chaussures, etc.

Troisième approche : Acquisition de la formation de base indispensable pour gérer sa vie ou son entreprise

*Dominique B** : Sauf pour quelques enfants de la rue ayant souffert de grave maltraitance, la question de la formation de base ne se pose pas pour ceux qui ont été accueillis très tôt dans une association. Celle-ci se charge alors des rattrapages scolaires parfois nécessaires et de la scolarisation ordinaire de ces enfants, plusieurs années avant de les orienter vers l'apprentissage classique d'un métier. L'acquisition d'une formation de base se pose plus souvent pour les enfants accueillis tardivement : leur vie affective est parfois gravement perturbée, leur retard scolaire ne joue pas en leur faveur. On note leur faible capacité à maintenir un effort et à nouer des relations non conflictuelles avec leur entourage, enfin leur peu d'estime d'eux-mêmes est important. La discipline exigée dans les centres d'apprentissage ordinaires ne peut leur convenir que si tout un travail psychologique a été réalisé en amont.

Quelques associations se sont attelées au problème. La CFSN a créé un centre de stabilisation où ces enfants résident quelques mois avant d'accéder au foyer où ils seront scolarisés ou orientés vers l'apprentissage d'un métier. Pendant la période de stabilisation, un des éducateurs devient le référent qui prend soin d'un enfant particulier, en remplaçant en quelque sorte ses parents.

*Florent F** : L'engagement de ce référent est un facteur de résilience pour l'enfant qui va lier une relation confiante et affective avec une personne dont il acceptera les conseils pour deux raisons : ils viennent d'une personne qui compte pour lui et l'enfant sait que lui-même compte pour cette personne. Exclu de sa communauté d'origine (sa famille), cette étape de la ré-affiliation est indispensable à l'enfant pour qu'il se sente comme faisant bien partie de la communauté humaine et digne d'un avenir pleinement humain. Le travail de construction de son avenir peut commencer.

*Dominique B** : Durant la période de stabilisation, sont développées des activités d'éveil (bricolage, jeux), des activités artistiques, sportives et notamment agricoles pour rapprocher l'enfant de la nature. Toutes ces activités permettent de déceler les talents de l'enfant et de lui faire prendre conscience de ses capacités.

On peut aussi s'inspirer de l'expérience de Karibu à Kinshasa (je parle sous le contrôle de Batoma C*). Karibu soutient des familles qui reprennent avec elles leurs enfants, à la rue depuis une courte période. La formation donnée aux mères, la scolarisation des enfants, le suivi très rapproché des familles, les activités commerciales ou artisanales présentées par chaque mère et avalisées par Karibu qui fournit le capital, expliquent le succès de l'expérience : sur 500 enfants réinsérés dans leurs familles, le taux de rechute est de 4 % mesuré sur 5 ans ! On pourrait tenter ce type de formation très rapprochée pour des jeunes au parcours chaotique, faiblement scolarisés, mais « ré-affiliés à la communauté humaine » et devenus capables de se projeter vers l'avenir.



Plusieurs intervenants : L'accompagnement sur le long terme est essentiel. Ainsi, même indépendant grâce à l'exercice de son métier, un jeune a encore besoin d'être soutenu pour les choix difficiles qui sont toujours devant lui, en particulier les dépenses de court et de long terme, concernant son métier ou sa famille. L'accompagnement du jeune travailleur par un ancien de l'association qui a connu les mêmes difficultés doit être recherché.

*Dominique B** : Notre groupe s'est aussi demandé si les familles connues des enfants de la rue accueillis dans nos associations étaient suffisamment impliquées dans le parcours scolaire et la formation à un métier de leurs enfants. On sait combien la dimension affective est essentielle pour que les enfants puissent se projeter dans l'avenir. Quelles relations les associations peuvent-elle établir avec les parents, en fonction de situations, très différentes ? Cette réflexion mériterait d'être approfondie au niveau de la fédération d'ESPPER.

*Lucile D** : On note que le phénomène des enfants de la rue évolue. On voit de plus en plus de familles entières vivant dans la rue, à Manille par exemple. Les enfants restent alors en famille et ne cherchent pas à être accueillis dans des associations.

*Guy-Clément B** : L'accroissement du nombre de familles à la rue engendre de nouveaux fléaux (trafic de nouveau-nés entre Kinshasa et Brazzaville, par exemple). Un nouveau travail est à entreprendre auprès des adultes de la rue, qui se considèrent comme de simples géniteurs, afin qu'ils deviennent des parents responsables de leurs enfants.

*Florent F** : Pour entrevoir un avenir, comme les autres enfants, ceux de la rue ont besoin d'avoir un passé, de conserver des liens avec ceux qui les ont conçus. Même si les associations sont là pour recréer une famille autour de chacun d'eux (la carte d'affiliation à l'association proposée par ESPPER a pu traduire cette appartenance à un nouveau groupe social), la première famille ne doit pas être oubliée. Il est donc important d'avoir des relations avec les parents et, quand c'est possible, d'entreprendre avec eux un travail sur le rôle qu'ils peuvent assumer auprès de leurs enfants accueillis dans l'association.

Clôture des débats

Ariane R-H** : Nous vous remercions pour ces échanges passionnants et passionnés qui ouvrent nos champs de vision pour développer cet apprentissage de métiers divers et variés et qui confortent et fortifient aussi nos convictions d'avancer sur le bon chemin quand cet apprentissage est déjà mis en place, parfois depuis de longues années dans certaines associations. Donner aux jeunes un mode d'emploi pour réussir leur formation professionnelle et les former durablement à des métiers émergents et porteurs d'avenir, voilà le grand défi qui nous attend. En attendant de nous retrouver pour de nouveaux partages, vous recevrez un compte-rendu de cette table-ronde. Encore merci et à très bientôt.